

**ASSOCIATION DU COMITE DEPARTEMENTAL 92 DE
LA LIGUE CONTRE LE CANCER**

242 Boulevard Jean Jaures

92100 Boulogne Billancourt

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

—

**ASSOCIATION DU COMITE DEPARTEMENTAL 92 DE
LA LIGUE CONTRE LE CANCER**

242 Boulevard Jean Jaures
92100 Boulogne Billancourt

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Sommaire

- Rapport sur les comptes annuels

ASSOCIATION COMITE DEPARTEMENTAL
92 DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER
242 BOULEVARD JEAN JAURES
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association du Comité Départemental 92 de la Ligue contre le Cancer relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association du Comité Départemental 92 de la Ligue contre le Cancer à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

Bureau secondaire
71, avenue Adolphe Geeraert
59240 Dunkerque
Tél. : 03 28 26 66 50
Fax : 03 61 17 80 55



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification TVA : FR 18 378 735 823

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 07 Avril 2025

Cabinet DEC, représenté par
Véronique Brière

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	104 094	104 094		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	33 500		33 500	33 500
Constructions	763 404	340 943	422 461	435 205
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	87 991	73 381	14 610	11 417
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	33 122		33 122	14 464
TOTAL I	1 022 112	518 418	503 694	494 586
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	174 600		174 600	1 416 149
Valeurs mobilières de placement	1 920 284		1 920 284	1 169 495
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	406 134		406 134	530 283
Charges constatées d'avance	1 022		1 022	9 726
TOTAL III	2 502 039		2 502 039	3 125 654
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 524 151	518 418	3 005 733	3 620 239

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
 Cabinet DEC

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	1 888 729	1 350 557
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	364 665	538 172
Situation nette	2 253 395	1 888 729
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 253 395	1 888 729
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	45 000	
Provisions pour charges	16 368	11 451
TOTAL IV	61 368	11 451
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	241 725	227 853
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	75 656	59 034
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	373 589	1 433 172
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	690 970	1 720 059
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 005 733	3 620 239

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
 Cabinet DEC

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	52 989	50 336
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		4 247
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	5 685	6 207
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	25 000	23 398
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	899 871	733 826
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	123 382	129 980
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 800	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	983 113	897 905
TOTAL I	2 097 839	1 845 900
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	1 791	15 857
Variation de stocks		1 687
Autres achats et charges externes	836 292	700 361
Aides financières	464 680	226 038
Impôts, taxes et versements assimilés	10 168	12 600
Salaires et traitements	228 737	235 028
Charges sociales	87 377	88 183
Dotations aux amortissements et dépréciations	40 399	42 266
Dotations aux provisions	49 917	1 339
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	57 338	60 984
TOTAL II	1 776 699	1 384 343
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	321 140	461 557
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	55 657	13 557
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	55 657	13 557
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	55 657	13 557
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	376 797	475 113

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		63 250
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		63 250
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		191
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		191
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		63 059
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	12 132	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 153 496	1 922 707
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 788 831	1 384 534
EXCÉDENT OU DÉFICIT	364 665	538 172

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	20 350	135 134
TOTAL	20 350	135 134
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	20 350	135 134
TOTAL	20 350	135 134

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

Annexe

Compte de résultat par origine et destination

Produits et charges par origine et destination	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie	52 988	52 988	50 336	50 336
Dons, legs et mécénats				
Dons manuels	1 023 252	1 023 252	863 806	863 806
Legs, donations et assurance-vie	972 154	972 154	894 929	894 929
Mécénats				
Autres produits liés à la générosité du public	61 342	61 342	24 011	24 011
TOTAL I	2 109 737	2 109 736	1 833 082	1 833 082
Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie				
Autres produits non liés à la générosité du public	18 758		2 975	
TOTAL II	18 758		2 975	
Subventions et autres concours publics III	25 000		23 398	
Reprises sur provisions et dépréciations IV			63 250	63 250
Utilisations des fonds dédiés antérieurs V				
TOTAL (I à V)	2 153 495	2 109 736	1 922 705	1 896 332
Charges par destinations				
Missions sociales				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme	1 228 199	1 228 199	862 671	862 671
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme				
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
TOTAL I	1 228 199	1 228 199	862 671	862 671
Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public	272 113	272 113	263 003	263 003
Frais de recherche d'autres ressources				
TOTAL II	272 113	272 113	263 003	263 003
Frais de fonctionnement III	276 387	276 387	258 860	258 860
Dotations aux provisions et dépréciations IV				
Impôt sur les bénéfices V	12 132			
Report en fonds dédiés de l'exercice VI				
TOTAL (I à VI)	1 788 831	1 776 699	1 384 535	1 384 534
EXCÉDENT OU DÉFICIT	364 664	333 037	538 171	511 798

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

Compte de résultat par origine et destination (Suite)

Contributions volontaires en nature	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origines				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat	20 350	20 350	135 134	135 134
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL I	20 350	20 350	135 134	135 134
Contributions volontaires non liées à la générosité du public II				
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL III				
TOTAL (I + II + III)	20 350	20 350	135 134	135 134
Charges par destinations				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
TOTAL I				
Contributions volontaires à la recherche de fonds II	20 350	20 350	125 249	
Contributions volontaires au fonctionnement III			9 885	
TOTAL (I + II + III)	20 350	20 350	135 134	

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (Loi n°91-772 du 7 août 1991)

Emplois par destination	31/12/2024	31/12/2023	Ressources par origine	31/12/2024	31/12/2023
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
Missions sociales			Ressources liées à la générosité du public		
Réalisées en France			Cotisations sans contrepartie	52 989	50 336
Actions réalisées par l'organisme	1 186 499	847 671	Dons, legs et mécénats		
Versements à un org. central ou d'autres org. agissant en France	41 700	15 000	Dons manuels	1 023 252	863 806
Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurance-vie	972 154	894 929
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats		
Versements à un org. central ou d'autres org. agissant à l'étranger			Autres ressources liées à la générosité du public	61 342	24 011
TOTAL I	1 228 199	862 671			
Frais de recherche de fonds					
Frais d'appel à la générosité du public	272 113	263 003			
Frais de recherche d'autres ressources					
TOTAL II	272 113	263 003			
Frais de fonctionnement III	276 387	215 255			
TOTAL EMPLOIS	1 776 699	1 340 929	TOTAL RESSOURCES I	2 109 737	1 833 082
Dot. aux prov. et dépréciations IV		43 605	Rep. sur prov. et dépréciations II		63 250
Reports en fonds dédiés de l'exercice V			Utilisat. des fonds dédiés ant. III		
Excédent de la génér. du public de l'ex.		511 798	Déficit de la génér. du public de l'ex.		
TOTAL	1 776 699	1 896 332	TOTAL	2 109 737	1 896 332

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	1 238 810	727 012
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	333 038	511 798
(-) Invest. et (+) désinvest. nets liés à la générosité du public de l'ex.		
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	1 571 848	1 238 810

Contributions volontaires en nature	31/12/2024	31/12/2023		31/12/2024	31/12/2023
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
Contributions volontaires aux missions sociales			Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées en France			Bénévolat	20 350	135 134
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
TOTAL I			Dons en nature		
Contributions volontaires à la recherche de fonds II	20 350	125 249			
Contributions volontaires au fonctionnement III		9 885			
TOTAL	20 350	135 134	TOTAL	20 350	135 134

Fonds déd. liés à la génér. du public	31/12/2024	31/12/2023
Fonds dédiés en début d'exercice		
(-) Utilisation		
(+) Report		
Fonds dédiés en fin d'exercice		

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

**Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat
et du compte de résultat par origine et destination**

	Missions sociales				Frais de recherche de fonds	
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources
	par l'organisme	versements à d'autres organismes	par l'organisme	versements à d'autres organismes		
Achats de marchandises	319				1 471	
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	434 592				185 975	
Aides financières	464 680					
Impôts, taxes et versements assimilés	6 418				1 126	
Salaires et traitements	165 285				35 203	
Charges sociales	63 139				13 447	
Dotations aux amortissements et dépréciations	23 383				4 674	
Dotations aux provisions	35 953				7 807	
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	34 422				22 412	
Charges financières						
Charges exceptionnelles						
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL	1 228 199				272 113	

	Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés figurant dans les rubriques		TOTAL compte de résultat
					Autres produits liés à la générosité du public	Autres produits non liés à la générosité du public	
Achats de marchandises							1 791
Variation de stocks							
Autres achats et charges externes	215 724						836 292
Aides financières							464 680
Impôts, taxes et versements assimilés	2 624						10 168
Salaires et traitements	28 249						228 737
Charges sociales	10 791						87 377
Dotations aux amortissements et dépréciations	12 342						40 399
Dotations aux provisions	6 157						49 917
Reports en fonds dédiés							
Autres charges	502						57 338
Charges financières							
Charges exceptionnelles							
Participation des salariés aux résultats							
Impôts sur les bénéfices			12 132				12 132
TOTAL	276 387		12 132				798 311

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

TABLE DES MATIERES

1.	PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION & DES FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	21
1.1	OBJET SOCIAL	21
1.2	NATURE ET PÉRIMÈTRE DES ACTIVITÉS OU MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES	21
1.3	ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE ET POSTÉRIEURS A LA CLOTURE	22
2.	PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES	23
2.1	PRINCIPES GÉNÉRAUX	23
2.1.1	Préambule	23
2.1.2	Cadre légal de référence	23
2.2	DÉROGATIONS	23
2.2.1	Cotisation des Comités Départementaux	23
2.2.2	Traitement des legs et donations	23
3.	INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	25
3.1	NOTES SUR LE BILAN ACTIF	25
3.1.1	Principes généraux	25
3.1.2	État de l'actif immobilisé (brut)	25
3.1.2.1	Détail des colonnes « B et C »	26
3.1.3	Amortissements de l'actif immobilisé	26
3.1.4	Méthode et durées d'amortissements	26
3.1.5	Tableau de variation des immobilisations financières	27
3.1.6	Crédit-bail / Leasing acquis ou renouvelé au 01/01/2024	27
3.1.1	État des échéances des créances	27
3.1.2	Disponibilités	27
3.1.3	Produits à recevoir par postes du bilan	28
3.1.4	Charges constatées d'avance	28
3.2	NOTES SUR LE BILAN PASSIF	29
3.2.1	Tableau de variation des fonds propres	29
3.2.2	Provisions pour risques et charges	30
3.2.2.1	Tableau de variation	30
3.2.2.2	Provision pour engagements de retraite et avantages assimilés	30
3.2.3	Dettes	30
3.2.3.1	État des échéances	30
3.2.3.2	Détail des dettes fiscales et sociales	31
3.2.4	Charges à payer par postes du bilan	31
3.3	AUTRES INFORMATIONS SUR LE CONTENU DE POSTES DE BILAN	31
4.	INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	32
4.1	COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)	32
4.2	PRODUITS DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	32
4.2.1	Produits liés à la générosité du public	32
4.2.1.1	Cotisations sans contrepartie	32
4.2.1.2	Dons manuels	32
4.2.1.3	Legs, donations, assurance-vie	32
4.2.1.4	Mécénat	32
4.2.1.5	Autres produits liés à la générosité du public	33
4.2.2	Produits non liés à la générosité du public	33
4.2.2.1	Parrainage des entreprises	33
4.2.2.2	Contributions financières sans contrepartie	33
4.2.2.3	Autres produits non liés à la générosité du public	33
4.2.3	Subventions et autres concours publics	34
4.3	CHARGES DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	34
4.3.1	Modalités de répartition des charges	34
4.3.2	Missions sociales	35
4.3.3	Frais de recherche de fonds	35
4.3.3.1	Frais d'appel à la générosité du public	35
4.3.3.2	Frais de recherches des autres ressources	35

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

4.3.4	Frais de fonctionnement	36
4.3.5	Dotations aux provisions et dépréciations	36
4.4	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE DU CROD	36
4.4.1	Principes généraux	36
4.4.2	Principes de valorisation	37
4.5	TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET LE CROD	37
4.6	AUTRES INFORMATIONS SUR LE CONTENU DE POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	37
4.6.1	Honoraires des commissaires-aux-comptes	37
4.7	COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)	37
4.7.1	Compte d'Emploi des Ressources (CER)	37
4.7.2	Principes d'affectation par emplois des ressources liées à la générosité du public	37
5.	AUTRES INFORMATIONS DE L'ANNEXE	38
5.1	INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	38
5.1.1	Engagements financiers reçus : Legs et donations à réaliser	38
5.2	AUTRES INFORMATIONS	38
5.2.1	Informations relatives aux bénévoles	38
5.2.2	Informations relatives au personnel salarié	39
5.2.3	Certification du nombre d'adhérents	39

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
 Cabinet DEC

1. PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION & DES FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 OBJET SOCIAL

L'objet social de l'association est défini dans les statuts de la manière suivante :

« L'association de la Ligue Nationale Contre le Cancer, fondée en 1918 et reconnue d'utilité publique par un décret du Président de la République en date du 22 novembre 1920, a pour but de rassembler toutes les personnes physiques ou morales désireuses d'aider à la lutte contre le cancer, de provoquer, favoriser et coordonner toutes les initiatives privées tendant à développer la lutte contre le cancer, d'aider les malades atteints de cancer ainsi que leur famille ».

« La Ligue Nationale Contre le Cancer a pour objet d'unir les efforts de l'ensemble de ses membres, notamment de ses Comités départementaux, en vue de favoriser et de coordonner les activités exercées par eux, ainsi que celles de grands organismes, publics ou privés, désireux d'aider à la lutte contre le cancer. La Ligue Nationale Contre le Cancer s'attache également à développer des relations avec les associations et organismes étrangers poursuivant un but similaire, ainsi qu'avec les organisations internationales s'intéressant au cancer ».

1.2 NATURE ET PÉRIMÈTRE DES ACTIVITÉS OU MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES

La Ligue Nationale Contre le Cancer exerce quatre missions principales que sont :

- **Action de recherche :**

Dans le cadre de la mission « Recherche », la Ligue initie, soutient, fait réaliser ou réalise et évalue des projets et des programmes couvrant tous les aspects de la recherche contre le cancer, incluant la recherche fondamentale, la recherche clinique, l'épidémiologie et la recherche en sciences humaines et sociales et tout autre projet de recherche. Elle accorde un soutien financier aux jeunes chercheurs. D'une façon générale, elle comprend toute action permettant la réalisation de la mission.

- **Actions en direction des malades :**

Dans le cadre de la mission « Actions pour les malades », la Ligue initie, soutient, réalise et évalue des actions ayant pour objet la qualité de vie et l'accompagnement global des personnes atteintes de la maladie cancéreuse et de leurs proches afin d'améliorer la qualité de leur prise en charge et de la défense de leurs droits. D'une façon générale, elle comprend toute autre action permettant la réalisation de la mission.

- **Actions d'information, et de prévention, dépistage :**

Dans le cadre de la mission « Actions d'information, de prévention et de dépistage », la Ligue initie, soutient, réalise et évalue des actions ayant pour objet d'informer et de communiquer sur la maladie cancéreuse et de participer à l'éducation à la santé. D'une façon générale, elle comprend toute autre action permettant la réalisation de l'information, de la prévention et de la promotion du dépistage.

- **Action de formation :**

Dans le cadre de la mission de « Actions de formation », la Ligue initie, soutient, réalise, et évalue des actions de formations permettant de développer la qualification d'intervenants dans la lutte contre le cancer et ayant trait aux autres missions sociales.

La Ligue Nationale Contre le Cancer développe son action :

- En direction des malades touchés par le cancer et leurs proches, par des soutiens notamment financiers, matériels et psychologiques ;
- En direction du public en général, par la documentation, l'information, notamment sur les cancers et leurs modalités de prévention et de dépistage ;
- En direction des personnels soignants, des établissements de soins et de leurs groupements par des actions de formation et des aides à la diffusion et la mise en œuvre des meilleures pratiques diagnostiques et thérapeutiques ;
- En direction des chercheurs et des équipes de recherche par des aides financières et techniques ;

- Par la création, la subvention et au besoin, par l'administration d'établissements ;
- Et plus généralement, par tous les moyens susceptibles de développer ou rendre plus efficace la lutte contre le cancer.

1.3 ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE ET POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Les faits significatifs survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

- Le Comité départemental a pris la décision de céder son siège social et de déménager 242, Boulevard Jean Jaurès à BOULOGNE BILLANCOURT

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEG

2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

2.1.1 Préambule

L'exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Les documents dénommés états financiers comprennent : le bilan, le compte de résultat et l'annexe

2.1.2 Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément :

- Aux dispositions du code de commerce ;
- Aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC N°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 DÉROGATIONS

2.2.1 Cotisation des Comités Départementaux

La cotisation de 10% que les Comités Départementaux versent au Siège National au titre de l'exercice est calculée sur les ressources de l'exercice précédent.

Cette disposition a été adoptée pour les raisons suivantes :

- Les états financiers des Comités doivent être remontés au Siège National avant le 31 mars ;
- Le Siège National doit lui-même établir ses comptes annuels pour le 28 février.

2.2.2 Traitement des legs et donations

La Ligue Nationale Contre le Cancer a mis en œuvre tous les moyens pour permettre d'appréhender les impacts de la réforme comptable, tant en termes de collecte des informations et de traçabilité des opérations, que de système d'information de gestion et de contrôle interne.

Compte tenu des contraintes de planning de mise en œuvre imposées et par dérogation aux règles relatives au traitement des legs et donations énoncées précédemment, la Direction comptable et financière de l'association a décidé, au niveau du siège et de ses comités RUP et MUP, de retenir les options suivantes :

- En cas de perte de valeur, les biens provenant de legs (ou de donations) destinés à être cédés, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation de l'issue d'une période de trois ans et en l'absence de cession, la valeur des actifs dépréciés sera considérée comme nulle.
- Les actifs et passifs identifiés préalablement à l'acceptation des legs par le Conseil d'administration peuvent faire l'objet de modifications de valeur (à la hausse ou à la baisse) à postériori, qui ne nécessitent pas la rédaction d'un nouvel avenant à soumettre au CA, contrairement aux modifications de quote-part.

Les actifs et passifs non identifiés préalablement à l'acceptation du legs par le CA, feront l'objet d'un avenant qui sera soumis à l'acceptation du CA. Cela entraînera une comptabilisation des nouvelles valeurs.

- Les dossiers ouverts au 31 décembre, comportant des éléments financiers transmis par le notaire et une quote-part seront inscrits en hors bilan, contrairement aux dossiers dont les éléments financiers sont partiels ou inexistant, ou encore ne comportant pas de quote-part.

Pour les dossiers d'assurances vie, il ne sera pas comptabilisé de montant en hors bilan du fait que la Ligue ne dispose de la clause bénéficiaire qu'après l'encaissement.

Sur des aspects plus techniques, les écritures de hors bilan seront passés dans les comptes de classe 8.

- Pour les dossiers de « Quasi usufruit » (usufruit de sommes d'argent), si la Ligue ne possède pas de position des comptes bancaires concernés au-delà de 5 ans, la valorisation en sera portée à zéro. En conséquence, une dépréciation sera comptabilisée.

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEG

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1 NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1.1 Principes généraux

A leur date d'entrée dans le patrimoine, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants.

- Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur, fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement ;
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable. L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci. La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa ;

3.1.2 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	A	B	C	D
	Début Exercice	Augmentations	Diminutions	Fin exercice
Immobilisations incorporelles	104 095			104 095
Immobilisations corporelles	854 046	30 849		884 895
Immobilisations financières	14 464	18 659		33 123
Total	972 605	49 508	0	1 022 113

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

3.1.2.1 Détail des colonnes « B et C »

Rubriques	Augmentation	Diminution
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	30 849	0
→ Aménagement nouveaux locaux	24 730	
→ Matériel informatique	3 814	
→ Mobilier	2 306	
Immobilisations financières	18 659	0
→ Dépôt de garantie	18 659	
→ ...		
Total	49 508	0

3.1.3 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Début Exercice	Dotations	Sorties de l'actif	Fin exercice
Amort. Immobilisations incorporelles	104 094			104 094
Amort. Immobilisations corporelles	373 925	40 399		414 324
Amort. Immobilisations financières				
Total	478 019	40 399	0	518 418

3.1.4 Méthode et durées d'amortissements

Nature des biens immobilisés	Durées Mode linéaire
Logiciels	3 ans
Bâtiments - Structure	30 ans
Bâtiments - Charpente, couverture & étanchéité	15 ans
Bâtiments - Façade & ravalement	15 ans
Bâtiments - Chauffage	20 ans
Bâtiments - Plomberie et électricité	20 ans
Bâtiments - Menuiseries extérieures	20 ans
Bâtiments - Ascenseur	15 ans
Bâtiments - Peinture & revêtement des sols	10 ans
Aménagement et agencements des bureaux	10 ans
Aménagement bureaux - Chauffage	20 ans
Aménagement bureaux - Plomberie	20 ans
Aménagement bureaux - Menuiseries extérieures	20 ans
Aménagement bureaux - Peinture, revêtement sol	20 ans
Matériel de Bureau	2 à 5 ans
Matériel de Transport	3 à 6 ans
Conteneurs	3 ans
Matériel Informatique	3 à 5 ans
Mobilier de Bureau	5 à 10 ans

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

3.1.5 Tableau de variation des immobilisations financières

Rubriques	Début Exercice	Augmentations	Diminutions	Fin exercice
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Dépôts de garantie	14 464	18 659		33 123
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total	14 464	18 659	0	33 123

Les immobilisations financières sont valorisées selon la méthode historique du premier entré premier sorti (méthode FIFO).

Lorsque la valeur du portefeuille au 31 décembre est inférieure à sa valeur historique, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

3.1.6 Crédit-bail / Leasing acquis ou renouvelé au 01/01/2024

Rubriques	Montant soucript	Durée	Montant 31/12
Détailler le crédit bail:			
- Véhicule			
- Matériel de bureau	47 250	63 mois	
- Autres	4 500	36 mois	
...			
Total	51 750		0

3.1.1 Etat des échéances des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances	
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Actif immobilisé			
→ Autres immobilisations financières	33 122	0	33 122
Actif circulant et charges d'avance			
→ Créances clients et comptes rattachés		0	
→ Autres Créances	174 599	174 599	
→ Créances reçues par legs ou donations		0	
→ Charges constatées d'avance	1 022	1 022	
Total	208 743	175 621	33 122

3.1.2 Disponibilités

Rubriques	EXERCICE 2024	
	Montants	Produit financier réalisé
Comptes bancaires	68 637	
Livrets et comptes épargne	1 002 080	12 261
Comptes à terme	1 200 000	43 397
Total	2 270 717	55 657

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

3.1.3 Produits à recevoir par postes du bilan

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Fournisseurs débiteurs	18 572	5 191
→		
→		
Créances clients et comptes rattachés		
→		
→		
Créances par legs ou donation en cours de réalisation		1 273 224
Autres créances		
→ IJSS	2 114	2 067
→ Dons à recevoir	129 833	118 964
→ Autres produits à recevoir du BN	22 405	9 817
→ Aides aux malades	0	5 785
→ Autres produits à recevoir	1 675	1 100
Disponibilités		
Total	174 600	1 416 148

3.1.4 Charges constatées d'avance

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Charges d'exploitation courantes	1 022	9 726
Total	1 022	9 726

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

3.2 NOTES SUR LE BILAN PASSIF

3.2.1 Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	01/01/2024	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution		31/12/2024
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
→ Fonds statutaires								
→ Fonds de réserve générale								
→ Fonds de réserve missions sociales								
→ Legs et donations avec contrepartie								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	1 350 557	538 172						1 888 729
Report à nouveau								
Excédent ou déficit de l'exercice	538 172	-538 172		376 797				376 797
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	1 888 729	0	0	376 797	0	0	0	2 265 526

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

3.2.2 Provisions pour risques et charges

3.2.2.1 Tableau de variation

Rubriques et mouvements	Début Exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour risques				
→ Provisions pour litiges		45 000		45 000
→ Autres provisions pour risques				0
Provisions pour charges				
→ Provisions pour charges sur legs ou donations				0
→ Provisions pour entretien des tombes sur legs				0
→ Provisions pour indemnités de départ en retraite	11 451	4 917		16 368
→				
Total	11 451	49 917	0	61 368

3.2.2.2 Provision pour engagements de retraite et avantages assimilés

Les engagements de retraite et avantages assimilés sont évalués et comptabilisés en application de la recommandation ANC n°2013-02.

Les principales hypothèses économiques retenues sont ; l'engagement de retraite est calculé selon la méthode ci-dessous :

Le calcul ne résulte pas de l'évaluation actuarielle mais d'un calcul réalisé par salarié, selon les hypothèses suivantes :

- Âge de départ à la retraite retenu est 62 ans ;
- Départ volontaire à la retraite à l'initiative du salarié.

3.2.3 Dettes

3.2.3.1 Etat des échéances

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an	à plus de 5
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
→ à 1 an au maximum à l'origine		0		
→ à plus de 1 an à l'origine		0		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	241 725	241 725		
Dettes des legs ou donations	373 589	373 589		
Dettes fiscales et sociales	63 524	63 524		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0		
Autres dettes		0		
Produits constatés d'avance		0		
Total	678 838	678 838	-	

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

3.2.3.2 Détail des dettes fiscales et sociales

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Dettes fiscales :	2 490	2 490
→ Impôt sur les sociétés		
→ Taxe sur les salaires		
→ Formation professionnelle et autres taxes	2 490	2 490
→ Etat charges à payer		
Dettes sociales :	61 034	56 543
→ Urssaf/ Pôle emploi	25 753	26 645
→ Caisse de retraite	6 474	6 957
→ Caisse de prévoyance	4 616	3 393
→ Personnel autres charges à payer	2 071	1 679
→ Organismes sociaux autres charges à payer		
→ Dettes congés à payer	13 648	10 641
→ Provisions charges sociales sur dettes congés à payer	6 096	4 531
→ Prélèvement à la source	2 369	2 697
→ Autres	7	
Total	63 524	59 033

3.2.4 Charges à payer par postes du bilan

Rubriques	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Dettes relatives aux fournisseurs et comptes rattachés :	241 725	228 153
→ Fournisseurs	101 393	139 800
→ FNP - Factures non parvenues	23 896	8 630
→ FNP - Factures non parvenues BN	116 435	79 723
Dettes des legs et donations :	232 391	1 341 974
→ Recherche à payer	232 391	1 341 974
Autres dettes :	141 198	91 198
→ Aide aux malades	50 000	0
→ Divers charges à payer	23 186	23 186
→ Collecte à reverser au BN	68 012	68 012
Total	615 314	1 661 325

3.3 AUTRES INFORMATIONS SUR LE CONTENU DE POSTES DE BILAN

Le pointage de la liasse de réciprocité fournie par le BN fait apparaître les écarts suivants :

Collectes à recevoir du BN : Les états transmis par le BN étant très difficilement exploitables pour identifier les écarts, le solde a été ajusté au vu de la liasse de réciprocité pour un montant de 25 908 €

Collectes à reverser au BN :

Leclerc 2017	14 025 €
Leclerc 2018	11 038 €
Leclerc 2019	16 824 €
Leclerc 2020	7 641 €
Cancer Ado 2022	18 481 €

Dettes fournisseurs BN

Ecart sur cotisations 2018 à 2020	30 395 €
Ecart sur cotisation 2022	9 926 €
Autres écarts	2 000 €

Avoir à recevoir BN

Ecart sur cotisation 2022	8 842 €
Ecart sur cotisation 2023	13 562 €

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

4. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Les règles d'élaboration du CROD et du CER ont été validées par le Conseil d'Administration national en date du 03/03/2020.

Cf. page 15 et 16

4.2 PRODUITS DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

4.2.1 Produits liés à la générosité du public

Les produits de la générosité du public constituent la première source de financement de l'Association.

Ils sont utilisés en priorité pour le financement des missions sociales.

4.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

4.2.1.2 Dons manuels

Le poste « dons manuels » comprend les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte et sont répartis entre dons affectés et non affectés.

4.2.1.3 Legs, donations, assurance-vie

PRODUITS	N° de compte	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	75431XXX	
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	758501	972 154
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	7754XXXX	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	781640XX	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	7891XXXX	
TOTAL		972 154

CHARGES	N° de compte	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	6754XXXX	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	681640XX	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	6891XXXX	
TOTAL		0

SOLDE DE LA RUBRIQUE		972 154
-----------------------------	--	----------------

4.2.1.4 Mécénat

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

4.2.1.5 Autres produits liés à la générosité du public

Rubriques	Exercice 2024	Exercice 2023
Quote-part de générosité reçue d'autres organismes		
→ Brocante		4 247
→ Piscines Nager Contre le Cancer		6 207
Revenus générés par les actifs issus de la générosité du public (a) :		
→ Produits financiers	55 657	13 557
Total	55 657	24 011

(a) Au sein de Ligue, les produits financiers sont exclusivement générés à partir d'actifs issus de la Générosité du Public.

4.2.2 Produits non liés à la générosité du public

4.2.2.1 Parrainage des entreprises

Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

4.2.2.2 Contributions financières sans contrepartie

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation, si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité ;
- Exceptionnels, si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

4.2.2.3 Autres produits non liés à la générosité du public

La rubrique « Autres produits non liés à la générosité du public » comprend :

Rubriques	Exercice 2024	Exercice 2023
Subventions	25 000	23 398
Autres produits		
→ Divers		2 975
Total	25 000	26 373

4.2.3 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- Au titre des subventions :
 - Les subventions d'exploitation ;
 - La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.
- Les concours publics définis à l'article 142-9.

Les dépenses engagées avant que notre association ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges, sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

4.3 CHARGES DU COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

4.3.1 Modalités de répartition des charges

La structure du compte de résultat par origine et destination est établie à partir de la balance

Les charges supportées par l'association sont ventilées selon leur origine et leur utilisation entre les différentes catégories :

- Missions sociales ;
- Frais de recherche de fonds ;
- Frais de fonctionnement.

Une répartition analytique des charges directes est effectuée lors de l'enregistrement comptable, les charges indirectes (loyers, salaires, etc.) font l'objet d'une affectation par clé de répartition.

La méthode d'affectation des coûts indirects est définie par le trésorier et garde un caractère permanent, cette méthodologie a été validée par le conseil d'administration

REPARTITION DES CHARGES	Missions sociales	Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL
Achats de prestations	89 920	101 894	360	192 174
Frais d'usage des locaux	60 097	13 020	34 376	107 492
Assurance	4 754	958	2 742	8 453
Electricité et eau	3 109	627	1 654	5 390
Honoraires	174 468		91 757	266 225
Téléphone	3 697	745	1 967	6 408
Affranchissement		31 318	25 450	56 768
Autres	98 547	37 413	57 419	193 379
Total	434 592	185 975	215 724	836 291

Les frais de personnel de fonctionnement sont répartis en fonction du pourcentage du temps de travail effectif passé dans les emplois correspondants, selon une clé de répartition.

Rubriques	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions pour les malades	70 209	71 785
Actions d'information, de prévention et de dépistage	148 194	151 521
Actions de formation		
Actions de recherche	10 021	10 245
Actions de société et politique de santé		
Frais d'appel aux dons et legs	48 650	49 742
Frais de fonctionnement (dont communication)	39 040	39 917
Total	316 114	323 210

4.3.2 Missions sociales

MISSIONS SOCIALES		
Actions réalisées directement	2024	2023
Actions pour les malades	275 201	222 396
Actions d'information, prévention, dépistage	627 922	446 925
Actions de formation		
Actions de recherche	324 647	178 350
Actions autres		
Total	1 227 770	847 671
Versement à d'autres organismes	2024	2023
Actions pour les malades	41 700	15 000
Actions d'information, prévention, dépistage		
Actions de formation		
Actions de recherche		
Actions autres		
Total	41 700	15 000

4.3.3 Frais de recherche de fonds

4.3.3.1 Frais d'appel à la générosité du public

La rubrique « Frais d'appel à la générosité du public » comprend les charges engagées par l'association dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action.

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités. Ils comprennent à titre d'exemple :

- Les frais d'appel à dons, quelle que soit la forme de ces dons (en nature, donations, legs, assurances-vie) auprès des entreprises et des particuliers. La publicité ou l'appel à dons peut se faire sous de multiples formes : campagne publicitaire sur panneaux, par envoi postal, par médias sociaux, spots publicitaires ;
- Les frais de traitement des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat ;
- Les frais d'appel à bénévolat ;
- Les frais de gestion des actifs issus de la générosité du public ou financés par la générosité du public.

4.3.3.2 Frais de recherches des autres ressources

La rubrique « Frais de recherche d'autres ressources » comprend les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

Les frais de recherche d'autres ressources comprennent notamment :

- Les frais de recherche et de traitement de parrainage, de cotisations avec contrepartie ou de contributions financières reçues d'autres organismes sans but lucratif pour remplir leurs missions sociales ;

- Les frais liés à la recherche, aux demandes et aux traitements des subventions d'exploitation ou d'investissement ou de collecte de participations, contributions et taxes ;
- Les frais de gestion des actifs qui ne sont pas issus de la générosité du public dont les fruits constituent des produits de l'entité lui permettant de remplir ses missions sociales.

4.3.4 Frais de fonctionnement

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité.

Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds ».

Rubriques	2024	2023
Frais de gestion	215 724	184 048
Impôts et taxes	2 624	8 827
Cotisation statutaire		
Charges financières		
Dotations aux amortissements	12 342	12 915
Charges exceptionnelles		100
Total	230 690	205 890

4.3.5 Dotations aux provisions et dépréciations

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

4.4 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE DU CROD

4.4.1 Principes généraux

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à l'association un travail (bénévolat, mises à dispositions de personnes), des biens (dons en nature) ou des services (mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage) à titre gratuit.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées dans des comptes de classe 8 :

- Au crédit, les contributions volontaires par catégorie (dons en nature consommés ou utilisés en l'état, prestations en nature, bénévolat) ;
- Au débit, en contrepartie, leurs emplois selon leur nature (secours en nature, mises à disposition gratuite de locaux, prestations, personnel bénévole).

Ces éléments sont présentés au pied du compte de résultat dans la partie « Contributions volontaires en nature », en deux colonnes de totaux égaux.

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

4.4.2 Principes de valorisation

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	2024	2023
Bénévolat Prestation Autres (à préciser)	SMC x 1,5 Tarif négocié	20 350	135 134
Total		20 350	135 134

Les bénévoles ont été interrogés individuellement pour déterminer le nombre d'heures 2024.

4.5 TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET LE CROD

Cf. page 18

4.6 AUTRES INFORMATIONS SUR LE CONTENU DE POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

4.6.1 Honoraires des commissaires-aux-comptes

Le montant des honoraires des commissaires-aux-comptes figurant au compte de résultat se présente comme suit :

Rubriques	Exercice 2024
Contrôle légal des comptes Autres missions	9 260
Total	9 260

4.7 COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

4.7.1 Compte d'Emploi des Ressources (CER)

Cf. page 17

4.7.2 Principes d'affectation par emplois des ressources liées à la générosité du public

La méthode retenue est la détermination dans un premier temps des emplois financés par des ressources autres que celles collectées auprès du public, répartis selon la comptabilité analytique, il s'agit des rubriques du CROD (autres fonds privés, subventions, et autres concours publics, et autres produits).

L'ensemble des autres fonds privés, subventions et autres produits, sera imputé en priorité sur les actions réalisées directement, puis sur les versements à d'autres organismes.

Par déduction, les ressources collectées auprès du Public financent l'ensemble des emplois qui n'a pas été financé par les autres ressources.

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

5. AUTRES INFORMATIONS DE L'ANNEXE

5.1 INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1.1 Engagements financiers reçus : Legs et donations à réaliser

Nature d'engagements	2024	2023
→ Legs acceptés par les organes statutaires		
→ Valeur estimée des legs en cours d'examen avant acceptation par le conseil d'administration		
→ Assurance-vie		
Total	0	0

5.2 AUTRES INFORMATIONS

5.2.1 Informations relatives aux bénévoles

Rubriques	Nombre de personnes	Nombre d'heures de bénévolat dans l'année	Equivalent plein-temps des heures de bénévolat (1)	Valorisation en Euros (2)
Administrateurs élus Ne sont pas comptés les Administrateurs "membres de droit"; Ne sont pas prises en compte les heures d'activité liées aux charges réglementaires, soit la participation aux CA et à l'AG, les signatures d'actes, etc....	16			
Bénévoles "administratifs" Il s'agit des bénévoles exerçant leur activité (saisies sur sysmarlig, comptabilité, courrier, téléphone, reçus fiscaux etc....) au siège du Comité. Cela inclut les activités d'administrateurs agissant en dehors de leurs charges normales.				
Bénévoles de terrain Y compris les administrateurs agissant en dehors de leurs charges normales Aide aux malades et proches (dans les hôpitaux, à domicile, etc.... réunions... Organisation de manifestations Communication, démarches auprès des médias Ventes au profit du CD Collecte de matériels (cartouches, téléphones...) Quête sur la voie publique ou à domicile Démarches auprès des notaires, des entreprises... Autres.	29	1142	0,69	20 350
Total	45	1 142	1	20 350

(1) A calculer à partir du nombre d'heures annuelles, sur la base de 35 heures hebdomadaires durant 11 mois (nombre d'heures/1645 heures)

(2) Calculé sur la base d'un SMIC et demi taux horaire=17,82€ (nbre heure équivalent temps plein x 17,82€), ou renseigné par le calcul de GABES

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

5.2.2 Informations relatives au personnel salarié

L'effectif moyen salarié de l'association pendant l'exercice par catégorie, se décompose ainsi :

Rubriques	Nombre de personnes	Nombre d'heures DADS	Equivalent plein-temps (1)
Personnel salarié Personnel mis à disposition CES et/ou autres....	12	9 555	5
Total	12	9 555	5

(1) = nombre d'heures DADS/1820 heures

5.2.3 Certification du nombre d'adhérents

Le nombre de membres du Comité Départemental à jour de leur cotisation s'élève à 6 623 membres.

La cotisation des adhérents s'élève à 8 euros depuis l'assemblée générale de la Fédération du 29 Juin 2001.

Commissaire aux comptes
V. BRIERE
Cabinet DEC

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé(s) ou que nous avons découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

Bureau secondaire
71, avenue Adolphe Geeraert
59240 Dunkerque
Tél. : 03 28 26 66 50
Fax : 03 61 17 80 55



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€



Convention entre l'Association Ligue Contre le Cancer – Comité des Hauts-de-Seine et le Fonds de dotation Cap Santé Entreprise

- Personnes concernées : Messieurs Jacques Rouessé, Eric Hirlimann, Jean-Louis Osvath, Olivier Regniault.
- Nature et objet : contribution financière destinée à soutenir cette structure qui accompagne les personnes atteintes de maladies chroniques en activité professionnelle et leurs proches au travail.
- Modalités : contribution financière d'un montant de 5 000 € enregistrée en charges d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Convention entre l'Association Ligue Contre le Cancer – Comité des Hauts-de-Seine et l'Institut Rafaël

- Personne concernée : Alain Tolédano
- Nature et objet : contribution financière destinée à soutenir cette structure.
- Modalités : contribution financière d'un montant de 14 000 € enregistrée en charges d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 07 Avril 2025

Cabinet DEC, représenté par
Véronique Brière

Commissaire aux comptes
V. BRIERE

Cabinet DEC

